

Crise de l'ONEE: Le plan de sauvetage

• Une réunion lundi prochain à la Primature pour trancher

• Le contrat-programme prévoit la mobilisation de 40 milliards de DH sur 4 ans

• La moitié proviendra de l'Etat, l'autre de l'Office et des usagers

COMME nous l'annoncions dans nos différentes éditions, l'Office national de l'électricité et de l'eau (ONEE) continue de courir à la catastrophe (cf. www.leconomiste.com). En effet, la situation financière de cet établissement stratégique s'aggrave de jour en jour face à l'indifférence générale. Le chef du gouvernement est interpellé pour activer

le plan de sauvetage, présenté sous forme d'un contrat-programme entre l'Etat et l'Office pour quatre ans. D'ailleurs, une réunion interministérielle, présidée par Abdelilah Benkirane, est programmée ce lundi 19 mai. Elle devra trancher sur ce dossier qui pèse sur la stratégie énergétique du pays.

Ainsi, pour le remettre à flots et retrouver son équilibre au bout de 4 ans, le plan prévoit la mobilisation de plus de 40 milliards de DH. Cet effort sera supporté à hauteur de 50% par l'Etat et autant par l'Office et les usagers. En fait, il s'agit d'une recapitalisation de 20 milliards de DH sur quatre ans tout en continuant à prendre en charge le fuel utilisé par l'ONEE, souligne une source proche du dossier.

Les milliards de dirhams restants viendront notamment de l'optimisation de la gestion de l'Office avec la cession du foncier urbain de l'Office à travers le pays et sa participation dans les filiales comme Tahaddart. Dans ce schéma, la tarification sera touchée. Elle n'a pas

bougé depuis bien des années (pour la basse tension, depuis 1996). Cette partie devrait rapporter plus de 11 milliards de DH. Curieusement, l'ONEE est le seul établissement public qui ne fixe pas le prix de son produit. L'Etat le fait à sa place, via des subventions. Et c'est de notoriété publique, l'Office vend son produit moins cher que son coût de production.

Ce qui impacte négativement ses résultats. Mais on a laissé faire pour des considérations politiques. Du coup, il

l'image du Maroc. Déjà, des fournisseurs ne sont pas payés.

Mais, comment en est-on arrivé là? Les causes sont multiples dont les investissements à réaliser chaque année pour répondre à la demande en hausse de 6,8%. Même qu'en 2011, la demande avait atteint 8,4%. La consommation électrique s'est développée avec 300 mégawatts supplémentaires par an, entre 2011 et 2013, a indiqué la même source. Ce qui a poussé au recours à des sources de production à coût élevé comme le

Les indicateurs dans le rouge

LA santé financière de l'ONEE s'est dégradée d'année en année. En 2013, les résultats d'exploitation ont été négatifs, soit -923 millions de DH et -1,4 milliard de DH pour le secteur électrique.

Les résultats nets négatifs se sont accumulés au cours des dernières années au point d'impacter le solde du capital devenu négatif de -4,26 milliards de DH dès le début de 2013. L'endettement n'est pas mieux puisqu'il atteint 70 milliards de DH dont 18 milliards de DH comme dettes relatives à la Caisse interne de retraite. Ce qui a grossi le service de la dette qui a atteint 6,68 milliards de DH en 2013. Cela représente une grande part du chiffre d'affaires de la même année.

Le déficit de la Caisse interne de retraite s'est aggravé pour totaliser -1,14 milliard de DH à la fin de 2013. De même, le déficit de trésorerie s'est alourdi pour totaliser -7,5 milliards de DH. Ce qui a impliqué l'accumulation des dettes des fournisseurs qui a dépassé à fin janvier dernier 2,3 milliards de DH. Elles concernent 1.422 entreprises marocaines et 181 étrangères. □

faudra s'attendre à une hausse des prix de l'électricité, sans toucher aux tarifs des couches sociales. La décompensation du fuel n'est pas en reste. L'ONEE serait favorable à l'octroi d'une subvention forfaitaire directe qu'il faudra stopper en 2017, mais avec une visibilité claire sur la politique en matière de gaz naturel.

En tout cas, ces montants serviront à soulager les comptes et la trésorerie de l'Office mais aussi financer les investissements pour satisfaire la demande croissante. Instrument de politique énergétique, c'est sur lui que reposent la production et le transport de l'énergie électrique, l'eau potable et une grande partie de la distribution. Demain, il sera une pièce maîtresse de la politique solaire puisqu'il sera l'acheteur de la production.

Mais attention, si le plan de sauvetage n'est pas rapidement mis en œuvre, les conséquences de cette situation financière catastrophique seront néfastes. D'abord, le pays court le risque d'aller directement vers la rupture de l'approvisionnement électrique et de retourner au mauvais souvenir du délestage dans la consommation des ménages et des industriels. Ensuite, la menace d'incidents de remboursement auprès des bailleurs de fonds internationaux éclaboussera

fuel et l'importation de l'électricité et à la hausse des investissements pour accompagner la demande avec plus d'endettement mobilisé pour les financer. Autre cause à l'origine de cette situation désastreuse, la hausse des prix des hydrocarbures utilisés dans la production de l'électricité. C'est le cas du charbon qui a vu son prix passer de 64 dollars la tonne en 2006 contre 91 dollars en 2013.

Au passif également, la programmation des interventions dans certains villes et centres avec un coût élevé des investissements dans les réseaux d'assainissement et des stations de traitement des eaux usées. Or, le tarif de l'assainissement liquide ne couvre qu'une partie du coût d'exploitation.

Par ailleurs, le crédit TVA a atteint 3 milliards de DH en 2013. Les arriérés des administrations et des collectivités locales et des établissements publics sont estimés à 2,2 milliards de DH dont 1,1 milliard de DH pour les anciennes régions de distribution de Casablanca et de Rabat. Du coup, le sauvetage du soldat ONEE sera décisif. □

Mohamed CHAOUI